

la population toxicomane «le ratio hommes/femmes est passé de 30 contre 1 à 3 contre 1 dans les vingt dernières années».

Par ailleurs, la population rurale fait davantage usage de drogues. Autrefois, en Ouzbékistan, note M. Alimov, «la narcomanie était considérée comme un problème urbain alors qu'aujourd'hui 41% des toxicomanes enregistrés vivent dans des zones rurales».

L'industrie de la drogue change la face de l'Asie centrale mais pas vraiment dans le bon sens. «Il existe des hommes politiques

en Asie centrale qui voudraient endiguer le phénomène, souligne M. Alimov, mais ils sont frustrés à la moindre initiative. La mafia est trop puissante, trop riche et trop maligne. Les frontières ressemblent trop à des passoires et il y a trop peu de coopération entre les polices des différents États de la région et avec Interpol. La narcomafia n'est pas près de disparaître en Asie centrale».

Sue Williams

## Économie colombienne: des richesses artificielles

La belle époque du blanchiment au grand jour est terminée en Colombie. Finie l'époque où les narco-trafiquants se faisaient construire villas hollywoodiennes et gratte-ciels de verre en plein centre-ville, pour jouir d'un luxe nouveau en famille ou s'assurer, par la vente ou la location, des revenus «honnêtes». Depuis l'arrestation en 1996 des chefs du Cartel de Cali, les frères Rodriguez Orejuela, et le durcissement des lois contre le trafic de drogues, le secteur immobilier est en crise, et le chômage a considérablement augmenté dans les villes qui avaient profité d'une croissance économique éphémère suite à l'injection massive d'argent sale mais réel.

Ainsi à la fin des années 70, à l'époque du «boom» de la marijuana, Barranquilla, ville de la côte atlantique où se concentrait la majorité des trafiquants, avait connu un développement spectaculaire de la construction, qui s'était essouffé avec l'effondrement de la production colombienne, suite à la concurrence des récoltes nord-américaines. De la même façon, pendant l'apogée du trafic de

cocaïne dans la décennie 80, Cali, deuxième ville du pays, avait vu surgir résidences de standing, petits palais, hôtels de luxe, centres commerciaux, concessionnaires de voitures et autres services haut de gamme. Les autorisations de permis de construire dans 11 villes colombiennes étaient passées de 5,6 millions de mètres carrés en 1982 à 12,7 millions en 1994.

Pendant des années, le blanchiment du trafic de drogue en Colombie a ainsi pris la forme d'investissements immobiliers, qui avaient la préférence des trafiquants. Le secteur immobilier favorisait une opacité quant à l'origine des fonds, contrairement au secteur bancaire, où l'origine de tout versement supérieur à 10.000 dollars doit être spécifiée. L'infiltration de capitaux illicites s'appuyait aussi sur l'antériorité d'une «culture de la corruption» du secteur du bâtiment. En outre, la prévalence d'un vaste «secteur informel» dans l'économie ne respectant ni lois ni règlements, venait à l'aide des pratiques souterraines. Selon une étude du Département du Trésor américain, en 1996 un tiers des sociétés sous le contrôle du Cartel de Cali étaient des entreprises immobilières ou de construction.

Mais cette injection de narco-dollars dans l'immobilier avait dynamisé l'économie, créant de nombreux emplois, des architectes aux maçons en passant par les plombiers et les marchands de meubles, sans compter les emplois «adaptés» aux besoins des trafiquants: avocats, conseillers financiers, investisseurs complices, prête-noms... Une imbrication entre l'économie criminelle et l'économie légale s'était créée, qui participait à la diffusion des narco-dollars dans l'ensemble de la vie urbaine.

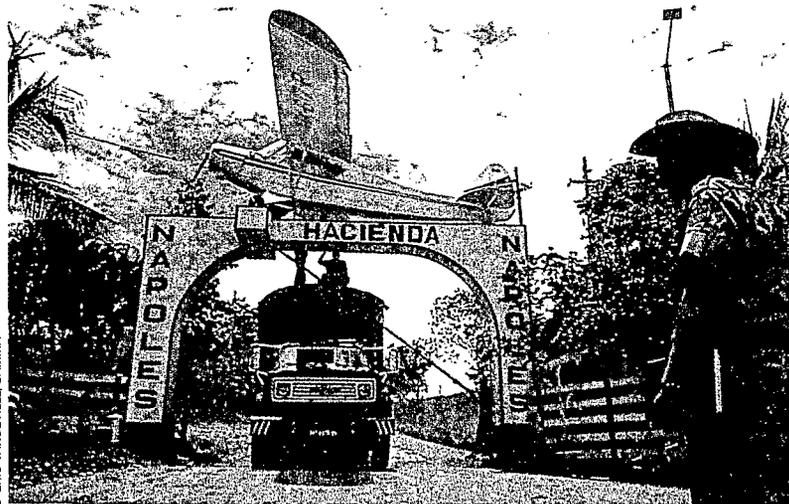
«Il y avait une certaine tolérance à l'égard des trafiquants, explique Anne Proenza, journaliste française familière du



Fonds Documentaire ORSTOM

010017771

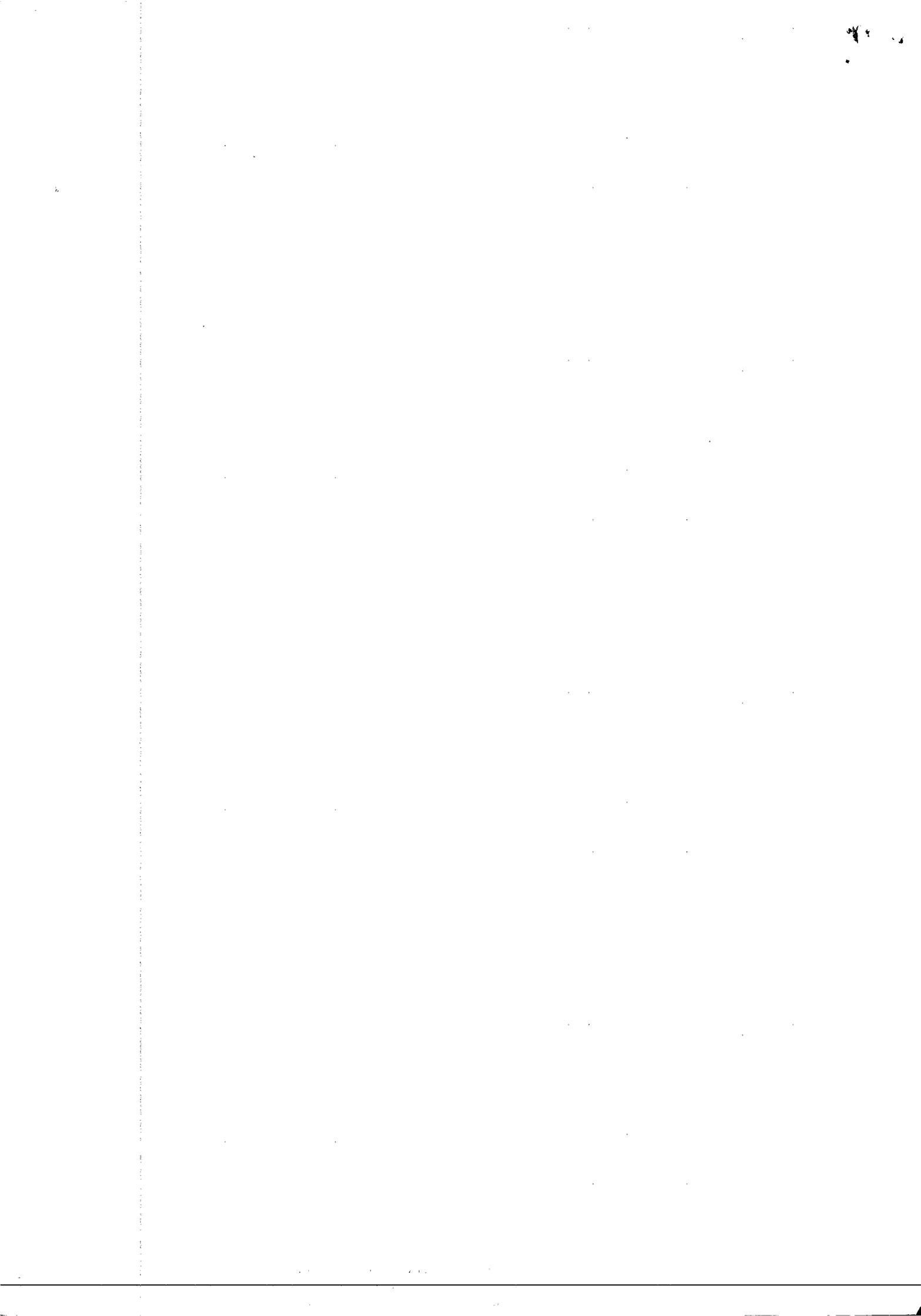
L'entrée de l'une des propriétés de Pablo Escobar, qui fut le chef du cartel de Medellín.



© ERIC VANDEVILLE/GAMMA

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: B\*17771 Ex: 1



pays. Cette période a coïncidé avec l'ouverture économique: en Colombie les inégalités sociales étaient très fortes, les richesses étaient détenues par quelques familles. La drogue a créé une petite révolution sociale, en modifiant les rapports sociaux. Beaucoup ont fermé les yeux, en pensant que ça pouvait servir le pays, le faire accéder à la modernité». Les narco-trafiquants non seulement créaient des emplois, mais en outre savaient se montrer généreux pour la création d'écoles ou de dispensaires. «L'argent sale était l'un des moteurs de l'économie. On tolérait la mafia tant qu'elle se contentait de dynamiser l'économie. Mais quand elle a tenté d'infiltrer le pouvoir politique, le gouvernement lui a déclaré la guerre», explique Martha Luz Garcia, auteur d'un ouvrage sur la mafia colombienne<sup>1</sup>.

Dans les années 90, le gouvernement durcit donc les lois punissant production et trafic de drogues, et modernise son appareil policier et juridique, qui permettront de nombreuses arrestations. Mais, si le trafic et le blanchiment ont diminué ces dernières années, l'injection artificielle de richesses laissera pour longtemps des séquelles dans la société. L'inflation des prix de vente et de location qui accompagnait le boom de la narco-construction s'était étendue à l'ensemble des quartiers, y compris les lotissements populaires. Par ailleurs, l'industrie, créatrice d'emplois et de richesses sur le long terme, a été la grande délaissée des investisseurs pendant ces années. La «dollarisation» de l'économie apportée par le narco-traffic a également accentué la dépendance, symbolique autant que réelle, par rapport aux États-Unis. Surtout, avec l'expansion des marchés de la drogue, la violence et la transgression des règles ont envahi la vie urbaine, en y transposant les méthodes brutales de l'économie criminelle: la violence et l'intimidation sont devenues de nouvelles armes pour éliminer la concurrence ou régler un contentieux. À l'heure où de nombreux pays se laissent séduire par la production de stupéfiants, l'exemple de la Colombie vient montrer les limites d'une tolérance générale du narco-traffic, qui ne fait que soulager temporairement des problèmes structurels de développement (inégalités sociales, pauvreté) en aggrave d'autres (corruption, irrespect des lois) et insufflé dans les rapports sociaux, qui ne s'éteindront pas forcément avec l'essoufflement du trafic. ●

Bernard Castelli,  
chercheur à l'Institut de Recherche  
pour le Développement (France),  
avec N.K.-D.

1. *Contrabandistas, marimberos y mafiosos. Historia social de la mafia colombiana*, TM Editores, 1994

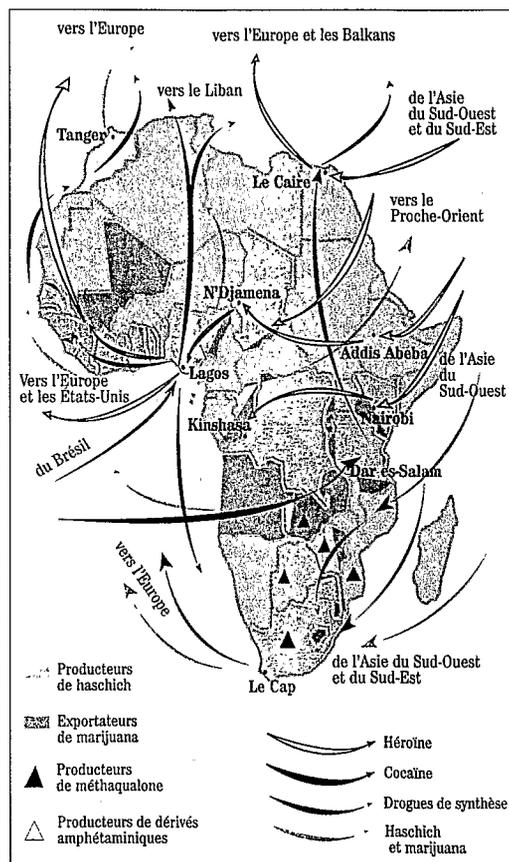
## L'irrésistible montée de la drogue en Afrique

Il y a vingt ans, l'Afrique ne semblait pas avoir de «problème de drogue», mais les choses ont changé. Contrairement à l'Europe, où l'argent et l'offre du marché permettent de se procurer la plupart des stupéfiants avec une relative facilité, en Afrique l'accès à la drogue varie suivant la géographie et la nature du produit. Sur la côte occidentale,

jusqu'à là prohibitif. En Afrique australe, la consommation et la production de cannabis augmentent à un rythme rapide. Le climat propice à la culture et le bas prix de vente ont créé un marché en pleine expansion. D'où un accroissement du trafic en direction des ports d'Europe, du Moyen-Orient et d'Australie. Un volume important

production de cannabis. Une enquête de l'Observatoire géopolitique des drogues, menée en 1997, a montré que dans ce pays la culture du cannabis constitue une réponse à l'insuffisance de terres cultivables. Le Lesotho souffre d'un grave problème d'érosion. Or le cannabis, à croissance rapide, s'adapte aux sols ingrats. D'après l'enquête, près de 50% du revenu agricole du pays proviendrait de la vente de cannabis. «Le cannabis forme une composante indispensable de l'équilibre précaire des exploitations de montagne, relève l'enquête. Selon certaines sources, les instances politiques locales considèrent les revenus du cannabis comme un stimulant officiel, mais utile, pour la balance des paiements du pays.»

Les cultivateurs vivent de ce revenu et peuvent envoyer leurs enfants à l'école. Compte tenu du coût de l'enseignement secondaire au Lesotho, la culture de la marijuana représente fréquemment la seule possibilité d'en assumer les frais. La drogue est acheminée en contrebande par taxi en Afrique du Sud, d'où elle part du Cap et de Durban vers l'Europe. Lagos, Nairobi, Kinshasa, Dar es-Salaam et Le Caire sont devenues d'autres plaques tournantes de la drogue sur le continent.



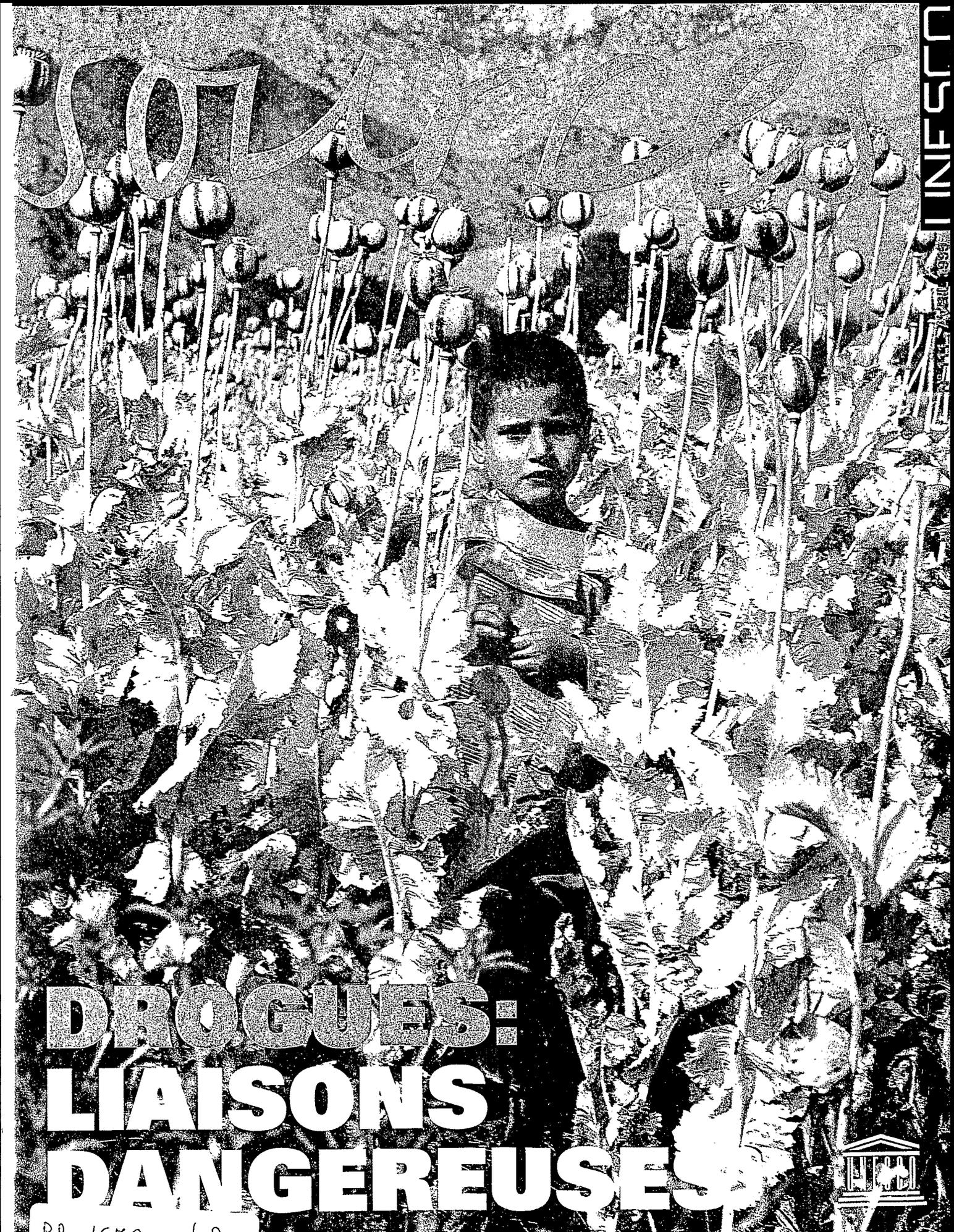
Les filières africaines d'exportation de drogues (Source: Observatoire géopolitique des Drogues).

on note l'arrivée d'un flux constant de cocaïne venant d'Amérique du Sud via l'océan Atlantique. Les pays de la côte orientale reçoivent de l'héroïne directement du Croissant d'or et du Triangle d'or. Les quantités de drogues disponibles ont considérablement réduit leur prix,

de la marijuana exportée d'Afrique australe provient du Lesotho, petit pays rural et montagneux de deux millions d'habitants, qui ne dispose que de trois sources régulières de revenus: les salaires des émigrés travaillant dans les mines sud-africaines, l'aide internationale et la

Chloë Fox





UNESCO

# DROGUES: LIAISONS DANGEREUSES



PB 1646 12

